

A.A.S.S. KARATE

(Association Amicale et Sportive de Sarcelles)

Association à but non lucratif (Loi du 1^{er} Juillet 1901)

1 Avenue Paul Langevin – BP n°6
95205 SARCELLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos au 31 aout 2021**

Mesdames, Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale dans le cadre des dispositions de l'article L 820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.A.S.S KARATE Conseil relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans l'annexe des comptes annuels concernant :

- Faits caractéristiques de l'exercice
- Principes, règles et méthodes comptables

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- ✓ les principes comptables suivis
- ✓ les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre association,
- ✓ leur présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la

convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

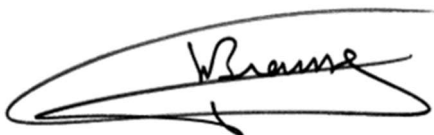
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 7 décembre 2022

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane Brousse', enclosed within a large, stylized oval loop.

Stéphane BROUSSE

Pour COFIF AUDIT

Commissaire aux Comptes

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)			Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	2 408,08	2 408,08			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 560,20	29 997,63	1 562,57	1 727,13	- 165
Autres immobilisations corporelles	8 649,95	6 830,64	1 819,31	137,24	1 682
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	900,00		900,00	900,00	
TOTAL (I)	43 518,23	39 236,35	4 281,88	2 764,37	1 518
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	684,00		684,00	684,00	
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 924,34		4 924,34	14 939,66	- 10 015
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	19 504,25		19 504,25	22 890,01	- 3 386
Valeurs mobilières de placement	15,00		15,00	15,00	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	388 993,40		388 993,40	275 642,84	113 351
Charges constatées d'avance	4 073,59		4 073,59	133,04	3 941
TOTAL (II)	418 194,58		418 194,58	314 304,55	103 890
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	461 712,81	39 236,35	422 476,46	317 068,92	105 408

Bilan(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	185 061,63	126 491,17	58 570
Excédent ou déficit de l'exercice	116 030,09	58 570,46	57 460
Situation nette (sous total)	301 091,72	185 061,63	116 030
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	301 091,72	185 061,63	116 030
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0,02		
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 341,99	7 805,57	9 536
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	34 074,06	36 274,13	- 2 200
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	6 501,67	15 293,92	- 8 792
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	63 467,00	72 633,67	- 9 167
TOTAL (IV)	121 384,74	132 007,29	- 10 623
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	422 476,46	317 068,92	105 408
Engagements reçus			
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	30 418,77	75 039,78	- 44 621	-59,46
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	1 890,48	5 444,78	- 3 554	-65,28
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	2 450,00	5 725,00	- 3 275	-57,21
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	307 373,83	266 981,01	40 393	15,13
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge		307,18	- 307	-100
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	15 263,63	32 172,76	- 16 909	-52,56
Total des produits d'exploitation (I)	357 396,71	385 670,51	- 28 274	-7,33
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	101 378,67	204 441,75	- 103 063	-50,41
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	2 201,44	2 295,84	- 94	-4,11
Salaires et traitements	104 043,82	70 166,73	33 877	48,28
Charges sociales	16 175,43	11 623,17	4 552	39,17
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 663,86	1 358,23	306	22,50
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	19 009,81	37 409,91	- 18 400	-49,19
Total des charges d'exploitation (II)	244 473,03	327 295,63	- 82 823	-25,31
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	112 923,68	58 374,88	54 549	93,45
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	437,86	661,61	- 224	-33,82
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change	230,30	83,60	147	175,48
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	668,16	745,21	- 77	-10,34
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	668,16	745,21	- 77	-10,34
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	113 591,84	59 120,09	54 472	92,14
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	3 459,76	1 448,07	2 012	138,92
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	3 459,76	1 448,07	2 012	138,92
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	1 021,51	1 997,70	- 976	-48,87
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 021,51	1 997,70	- 976	-48,87
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 438,25	-549,63	2 988	543,62
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	361 524,63	387 863,79	- 26 339	-6,79
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	245 494,54	329 293,33	- 83 799	-25,45
EXCEDENT OU DEFICIT	116 030,09	58 570,46	57 460	98,10
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexe

PREAMBULE

L'ASS Karaté est une association sportive dont l'activité est définie par la fédération française de karaté et disciplines associés. Elle œuvre dans le dojo de Sarcelles.

L'exercice social clos le 31/08/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 422 476,46 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 116 030,09 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 9 décembre 2022 par le comité directeur.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont principalement ceux liés au Covid que nous analysons dans le paragraphe suivant.

Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

Conformément aux principes comptables applicables en France, la pandémie de COVID-19 est un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui ne donne pas lieu à une modification du bilan et du compte de résultat clos au 31 août 2020. Ainsi tous les postes du bilan et du compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir de conséquences de cet événement.

Cette pandémie a eu un impact sur l'activité de l'association, mais sans être en capacité de le chiffrer et dans remise en cause de la continuité dans remise en cause de la continuité

Annexe (suite)

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Annexe (suite)

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés en mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	3 ans
Matériel	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	5 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, une information qualitative est donnée sur les contributions volontaires, l'entité ayant rencontré des difficultés pour les évaluer.

Annexe (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF*****Immobilisations***

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 648		3 240	2 408
Immobilisations corporelles	47 628	3 181	10 600	40 210
Immobilisations financières	900			900
TOTAL	54 177	3 181	13 840	43 518

Amortissements

Immobilisations amortissables	A	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 648		3 240	2 408
Installations techniques, matériel	34 205	1 544	5 751	29 998
Matériel de bureau et informatique	8 262	120	4 849	3 533
Mobilier	3 297			3 297
TOTAL	51 412	1 664	13 840	39 236

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	4 924	4 924	
Autres créances	19 504	19 504	
Charges constatées d'avance	4 074	4 074	
TOTAL	28 502	28 502	

Annexe (suite)*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions	1 022
Autres produits à recevoir	
TOTAL	1 022

NOTES SUR LE BILAN PASSIF*Etat des dettes et produits constatés d'avance*

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	0	0		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	17 342	17 342		
Dettes fiscales et sociales	34 074	34 074		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	6 502	6 502		
Produits constatés d'avance	63 467	63 467		
TOTAL	121 385	121 385		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	16 079
Dettes fiscales et sociales	3 206
Autres dettes	
TOTAL	19 285

Annexe (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT*****Subventions d'exploitation***

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Ministère Du Travail	Activité Partielle	21 707	21 707			
Etat, Agence Du service civique	Services Civiques	4 100	4 100			
Ville De Sarcelles	Fonctionnement	190 400			63 467	63 467
Conseil Départemental	Club Elite	55 000		13 750	750	
ANS	Fonctionnement	32 667	32 667			5 667
ANS Citoyen	Fonctionnement	3 500	3 500			3 500
TOTAL		307 374	61 974	13 750	64 217	72 634

Opérations de mises à disposition gratuite de biens

L'association bénéficie de la mise à disposition d'une collaboratrice de la ville de Sarcelles, des fluides et du dojo.

Annexe (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Rémunération des dirigeants

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Les bénévoles n'ont perçu aucune rémunération.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres		
Non cadres	5	1
TOTAL	5	1